

La 17<sup>e</sup> réunion du Réseau des points focaux nationaux du Mouvement SUN s'est tenue du 26 janvier au 2 février 2015. Il s'agissait d'une réunion de deux heures, centrée sur neuf télé et vidéoconférences dont cinq étaient en anglais, trois en français et une en espagnol.

Il y a eu 251 participants en provenance de 47 pays [Bangladesh ; Bénin ; Burkina Faso ; Burundi ; Cameroun ; Cambodge ; Tchad ; Comores ; Congo Brazzaville ; Congo RDC ; Costa Rica ; Côte d'Ivoire ; El Salvador ; Éthiopie ; Ghana ; Guatemala ; Guinée-Bissau ; Guinée-Conakry ; Indonésie ; Kenya ; République du Lao ; Lesotho ; Madagascar ; Malawi ; Mauritanie ; Mozambique ; Myanmar ; Namibie ; Népal ; Nigeria ; Pakistan ; Philippines ; Rwanda ; Sénégal ; Sierra Leone ; Soudan du Sud ; Somalie ; Sri Lanka ; Swaziland ; Tadjikistan ; Gambie ; Togo ; Vietnam ; Yémen ; Zambie ; Zimbabwe et État indien du Mahārāshtra]. Les participants de 12 pays ont rejoint les débats en utilisant le système de vidéoconférence. Les participants d'Haïti, du kirghiztan, du Liberia, du Mali, du Niger, du Pérou, de la Tanzanie et de l'Ouganda n'ont pas pu se joindre à la réunion.

Au total, 45 % des participants étaient fonctionnaires de leurs gouvernements nationaux, 35 % provenaient d'entités des Nations Unies, 12 % de la Société civile, 4 % des donateurs et 3 % du secteur privé.

L'ordre du jour de la réunion était le suivant : 1) discussion thématique sur le rapport de l'Évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN et méthodologie de réponse du Mouvement ; 2) discussion thématique sur la manière d'accélérer les efforts des pays à rendre compte des allocations budgétaires concernant la nutrition ; 3) priorités et calendrier provisoire des étapes clés du Mouvement SUN en 2015 ;

Vu le temps consacré aux points 1 et 2, le troisième point est présenté dans une note qui sera partagée par la Responsable du Secrétariat du Mouvement SUN dans un email séparé.

### **1) Discussion thématique : Rapport de l'Évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN et méthodologie de réponse du Mouvement**

#### **1) Présentation de ICE et méthodologie de réponse du Mouvement**

- Le Rapport de l'évaluation globale et indépendante (ICE) a été publié (en anglais) le lundi 19 Janvier 2015. **Les traductions (français et espagnol) ont également été partagées la semaine du 19 janvier et la traduction des annexes est en cours.**
- **La remise du rapport a été retardée pour permettre des commentaires des conseillers indépendants en assurance qualité (QAA).** Les QAA ont évalué le rapport et ont déclaré qu'ils étaient: *«impressionnés par la capacité de l'équipe d'évaluation à fournir une évaluation si complexe dans un très court laps de temps. Le rapport est un document massif contenant une grande richesse d'informations recueillies et présentées dans les six mois accordés à l'équipe d'ICE .... Le rapport répond entièrement termes de référence et fournit des éléments de preuve crédibles pour répondre aux principales questions de l'évaluation, et évaluer la validité de la théorie de changement et des*

*hypothèses sous-jacentes. Le rapport parvient à combiner les aspects sommatifs et formatifs de la mission, et les recommandations semblent justifiées ».*

- **La tâche suivante consiste à obtenir une réponse à l'évaluation, à l'échelle du Mouvement.** Il s'agit d'une consultation des plateformes multi-acteurs au sein des pays SUN et des réseaux du Mouvement. Une note méthodologique a été partagée par Tom Arnold le 4 février dernier.
- **Pour résumer le processus :**
  - **Des commentaires sur l'évaluation sont demandés à tous les pays SUN, aux réseaux globaux et au Secrétariat.** Le Groupe Principal apportera aussi une contribution à travers son Sous-Groupe sur la Vision (VSG).
  - **Les points focaux des gouvernements SUN prennent la responsabilité des réponses des pays SUN.** Dans chacun des pays, **le point focal SUN est encouragé à discuter des résultats avec la plateforme multi-acteurs afin de parvenir à un consensus d'opinion.** La réponse du point focal du gouvernement doit idéalement inclure une synthèse des commentaires des membres de la plateforme.
  - **Le Secrétariat du Mouvement SUN (SMS) cherche à avoir un retour structuré sur les conclusions (chapitre 7) et recommandations (chapitre 9) du rapport.** Vous aurez aussi l'occasion de formuler des observations sur tous les chapitres et annexes du rapport.
  - Le rapport et les annexes sont riches d'information et fournissent des preuves à l'appui et de nombreux détails. Il vous est fortement conseillé, si le temps vous le permet, de lire le rapport dans son intégralité.
  - **Le SMS a envoyé un sondage en ligne** à chacun des points focaux de gouvernement et aux facilitateurs des réseaux globaux. Il reviendra à chaque point focal de décider si cette enquête est partagée plus largement. Cependant, afin de s'assurer que le processus de consultation fournit des éléments utiles et comparables, le SMS demande que l'enquête soit remplie uniquement par les points focaux de gouvernement. Le SMS s'attend donc à recevoir 55 enquêtes nationales et quatre enquêtes venant des facilitateurs de réseau.
  - L'enquête cherche à savoir s'il y a accord ou désaccord quant aux conclusions et recommandations.
  - Il y a aussi une option de réponse «pas de consensus». Celle-ci est réservée pour les cas où il y a des différences d'opinion insurmontables parmi les membres de la plate-forme multi-acteurs ou parmi les parties prenantes au sein des réseaux. Vous pouvez bien sûr ne pas parvenir à un consensus - mais veuillez s'il vous plaît fournir une explication détaillée de votre réponse!
  - **La date limite pour ce retour est le 2 mars.** Cela ne pourra pas être prolongé car il y a des délais serrés à respecter.
  - **Le Secrétariat fera la synthèse des réponses des 55 pays SUN** - les facilitateurs des réseaux globaux feront la même chose pour leurs membres.
  - **Le Secrétariat aimerait également recevoir les observations écrites qui ont été fournies - par les points focaux du gouvernement et les facilitateurs des réseaux - par les membres individuels des plateformes multi-acteurs et par les réseaux.** Celles-ci seront compilées dans un document intégral disponible pour tous - comme un enregistrement transparent du processus de consultation. **Le Secrétariat n'acceptera pas les réponses individuelles de membres du Mouvement.**
  - Si vous observez des inexactitudes dans le texte principal ou les annexes, merci de nous les signaler le cas échéant.
- **Le Secrétariat a mis en place un espace de discussion en ligne pour les points focaux SUN afin de poster des réactions, poser des questions, et discuter des réponses.**

- **Que va-t-il se passer ensuite?** Ces réponses serviront de **base pour les recommandations** venant du Mouvement dans son ensemble et à **donner au Groupe Principal** - et sur les actions que nous avons l'intention d'entreprendre par la suite.
- **Nous espérons tenir une réunion de consultation avec les points focaux des gouvernements des pays SUN, les facilitateurs de réseau et les membres du sous-groupe sur la vision en avril pour finaliser les recommandations** qui seront mises en avant pour le Groupe Principal. Les détails sont encore en cours d'élaboration et le Secrétariat communiquera davantage sur ce dans quelques temps. Cependant, il est probable qu'il y aura des places et un budget disponible limité - donc seuls quelques points focaux seront invités à y assister.
- **le Groupe Principal va répondre à l'évaluation au nom de l'ensemble du Mouvement, et soumettra sa réponse au Secrétaire Général de l'ONU à la mi-mai.** L'évaluation et la réponse du Mouvement seront ensuite rendues «publiques».
- L'évaluation indépendante et la réponse du Mouvement **seront la base sur lesquelles une stratégie actualisée pour le Mouvement sera élaborée.** Celle-ci sera élaborée- en consultation avec les points focaux et les réseaux- entre mai et septembre 2015 avec l'objectif de rendre cette stratégie publique en Septembre quand l'AGNU discutera des objectifs de développement durable (ODD).

## II) Observations faites par les pays

Les pays SUN ont eu l'occasion de discuter des conclusions de l'ICE avec les évaluateurs. Les pays avaient tout juste commencé les discussions sur les résultats de ce rapport avec leurs plates-formes multi-acteurs, alors que le rapport n'a été publié qu'une semaine avant les appels. Globalement, les pays ont félicité les évaluateurs pour la qualité du rapport, qui se concentre sur un ensemble de points pertinents correspondant la plupart du temps aux priorités nationales identifiées par les pays SUN.

### *Méthodologie de l'ICE :*

- Quatre pays **ont signalé des lacunes potentielles sur l'ICE** (inexactitude de certains profils des pays visités ; nombre limité d'études de cas ; approche globalisée ne donnant pas suffisamment d'orientations possibles pour l'avenir ou n'étant pas adaptée à la situation propre à chaque pays) **mais la majorité des pays a apprécié la robustesse de la méthodologie élaborée.**
- Sept pays ont déclaré que **les conclusions et recommandations avaient un écho direct à leur échelle nationale.**

### *Avenir du mouvement SUN (recommandations 1 et 2)*

- La plupart des pays ont convenu que le renforcement du **Mouvement lui permettrait d'envisager un nouveau mandat pour les cinq prochaines années.**
- Deux pays ont estimé que **le mot « échec » tel qu'utilisé dans la conclusion 7** (« SUN ne sera, au bout du compte, qu'un échec à moins que ses faiblesses ne soient abordées avec sérieux et cela de toute urgence ») **était trop fort.**
- Deux pays ont suggéré qu'une évaluation soit réalisée à mi-parcours de ces 5 années.
- Un pays a souligné que la durabilité du Mouvement SUN dépendra des négociations sur les résultats des Objectifs de développement durable (ODD) 2015.
- Plusieurs pays ont souligné que le Mouvement avait développé d'énormes capacités de plaidoyer de haut niveau politique, mais que la nouvelle stratégie devrait être plus opérationnelle et plus axée sur les résultats et la mobilisation des financements et l'augmentation des investissements.

#### *Domaines d'action prioritaires du Mouvement SUN :*

- Quinze pays étaient d'accord avec la recommandation selon laquelle le Mouvement SUN **devrait se concentrer davantage sur la mobilisation des ressources** (dont quatre pays qui ont suggéré la création d'un fonds mondial).
- Dix pays étaient d'accord sur la recommandation 4 **concernant le genre** (meilleure prise en compte et définition en termes pratiques).
- Six pays ont souligné **que l'échange d'expériences entre les pays** devait être maintenu et amélioré.
- Deux pays ont mentionné la nécessité pour le Mouvement SUN **d'intégrer le double fardeau de la malnutrition (recommandation 3)** tandis qu'un autre craignait que cela puisse compromettre la cohérence du Mouvement.

#### *Opérationnalisation des principes SUN :*

- Quatre pays ont soutenu **l'idée de l'opérationnalisation** des principes SUN via l'apport d'un soutien au niveau national.
- Huit pays ont approuvé la recommandation 5 selon laquelle **davantage de lignes directrices et de soutien à l'élaboration du cadre de résultats commun et plan chiffré** et leur mise en œuvre sont nécessaires ; quatre pays ont également ressenti le besoin de mettre en place des lignes directrices spécifiques à la mise en œuvre des principes SUN.
- Huit pays ont souligné la nécessité d'une **plus grande souplesse dans la mise en œuvre des principes SUN pour les ajuster aux différents contextes** (recommandation 7).
- Parmi les trois pays qui ont déclaré que le **Mouvement SUN avait un rôle à jouer dans la rationalisation de l'architecture internationale de la nutrition** (recommandation 10), deux ont mentionné la nécessité d'une meilleure articulation entre le Mouvement SUN et l'initiative du Défi « Faim Zéro ».

#### *Redevabilité :*

- Six pays ont approuvé la recommandation selon laquelle **une plus grande redevabilité est nécessaire** au sein du Mouvement SUN (recommandation 5).
- Huit pays ont approuvé la recommandation selon laquelle **le système de suivi et d'évaluation doit être redéfini** (recommandation 9), **soit pour faire pression pour une plus grande redevabilité dans les pays, soit pour permettre une comparaison entre eux**.
- Deux pays ont mentionné qu'ils étaient d'accord sur la nécessité de **réformer le Groupe principal** (recommandation 8) afin de clarifier son rôle et de mieux aider les pays SUN.

<b>2) Discussion thématique : Accélération des efforts des pays à rendre compte des allocations budgétaires concernant la nutrition</b>
---

**1) Présentation de l'initiative pour accélérer les efforts des pays à rendre compte des allocations budgétaires concernant la nutrition**

- **Cette discussion met l'accent sur «l'appel à manifestation d'intérêt »** lancé aux pays pour accélérer leurs efforts déployés pour rapporter sur les allocations budgétaires consacrées à la nutrition et les dépenses pertinentes (si disponible), en regardant les évolutions historiques.
- **Le délai pour les pays intéressés est très serré** car nous tenons à assurer que les chiffres et les tendances validées soient adéquatement reflétés dans le Rapport mondial pour la nutrition 2015 et dans le Rapport annuel 2015 du Mouvement SUN. En outre, les pays disposant de données seront capables de présenter leur étude de cas lors d'événements majeurs au cours de l'année 2015 comme la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (Addis-Abeba, Juillet 2015) ou les réunions d'automne de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (Lima, Novembre 2015).
- Nous savons que le calendrier est serré pour le rapportage des données mais nous aimerions vous encourager à prendre part à cet exercice. **Les pays participants recevront un soutien à distance de la part du Secrétariat du Mouvement SUN et des partenaires de la Communauté de pratique 1.** En particulier des experts des données seront mis à disposition par l'équipe du Rapport mondial sur la nutrition et de l'Institut pour le Développement des Etudes (IDS) pour soutenir le remplissage des documents qui seront nécessaires pour analyser et présenter les données.
- Ce que nous voudrions demander aux points focaux et partenaires intéressés est **d'organiser des consultations dans le pays** afin que les paramètres convenus pour l'analyse reflètent l'appropriation par les pays.
- **Lors de cette discussion, nous aimerions passer brièvement en revue le processus.** Nous allons demander à tous les pays d'identifier où ils en sont avec la collecte et la communication des données sur les allocations budgétaires pertinentes pour la nutrition. Voici trois scénarios possibles:
  - **1. Le pays dispose déjà des données et des tendances en matière de répartition et / ou de dépenses budgétaires:** *dans ce cas Le Secrétariat souhaiterait avoir une meilleure compréhension de la méthodologie et de la source des données.*
  - **2. Le pays est déjà un exercice de collecte de données en cours:** *dans ce cas le Secrétariat aimerait comprendre si le pays aura des données à présenter à la fin du mois d'avril et également de quelle façon le processus peut être appuyé. Si l'exercice de collecte de données exercice fait partie du Compte National de la Santé, nous travaillons en collaboration avec nos collègues de l'OMS.*
  - **3. Le pays est intéressé, mais n'a pas encore commencé de collecter des données:** *Le secrétariat aimerait travailler avec le pays en utilisant une approche en 3 étapes pour identifier, classer et mesurer les allocations pour la nutrition dans les budgets nationaux ou d'autres documents financiers officiels pertinents. Cette méthodologie est alignée avec celle développée par le Réseau des donateurs. Une première étape essentielle sera l'identification des sources de données (par exemple, les budgets nationaux) et le partage des versions électroniques de ces documents. L'accès aux données sera le coup d'envoi du support à distance.*
- **UNICEF avec le soutien du Secrétariat SUN et le MPTF organisera des ateliers régionaux** pour les pays qui sont intéressés à valider et à communiquer leurs données d'ici la fin du mois d'avril 2015. Ces ateliers auront lieu entre mars et avril en fonction de l'état de préparation des pays.
  - ⇒ Si votre pays est intéressé, mais ne peut pas être engagé dans la première vague de pays, le Secrétariat SUN travaillera encore avec vous, mais seulement après mai 2015.

- Avant de commencer la discussion, nous tenons à répéter certains des **messages clés qui sont ressortis de la discussion lors du Rassemblement Global du Mouvement SUN en Novembre dernier à Rome**:
  - Construire sur le système fiscal du pays pour assurer la reproductibilité.
  - **Commencez par quelque chose** - ne vous inquiétez pas de la perfection. Soyez transparents et rendez l'information publique.
  - **Chercher dans les différents secteurs s'il existe des dépenses pour la nutrition**: utiliser cela comme une occasion de dialoguer avec d'autres secteurs sur leurs programmes.
  - **Regardez les problèmes nationaux spécifiques et les causes de la malnutrition** pour voir ce qui doit être inclus et suivi pour les approches sectorielles contribuant à la nutrition.
  - Il est important que les pays soient en mesure de **regarder des analyses comparables au fil du temps dans leur propre pays**, et de ne pas s'inquiéter à propos de la comparaison avec d'autres pays.
- **En bref**: Les pays ont besoin de chiffres comparables au fil du temps. Ne vous inquiétez pas des comparaisons entre pays. Il est essentiel d'être transparent et de rendre l'information publique. Et il s'agit de commencer quelque part.

## 2) Pays SUN :

34 pays sur les 47 présents ont pu confirmer leur intérêt lors de l'appel :

- En Asie, le Bangladesh, l'Indonésie, le Laos, le Népal, le Pakistan, les Philippines, le Vietnam, l'État indien du Mahārāshtra, et le Yémen ont confirmé leur participation à l'exercice et certains d'entre eux se sont déjà engagés dans le même type d'action avec différents partenaires.
- En Afrique, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Tchad, les Comores, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, la Mauritanie, le Mozambique, le Rwanda, la Sierra Leone, le Soudan du Sud, le Swaziland, la Gambie, le Togo, la Namibie et la Zambie ont confirmé leur participation à l'exercice et procéderont à l'échange d'informations avec le Secrétariat du Mouvement SUN à cet effet.
- En Amérique latine, le Costa Rica et le Guatemala ont confirmé leur intérêt.

Parmi les pays qui pouvaient clairement déterminer par eux-mêmes le scénario dans lequel ils se trouvaient,

- 11 pays se sont identifiés comme étant dans le scénario 3 de l'exercice (aucun exercice de suivi financier n'a jamais été lancé) et utiliseront l'approche en trois étapes.
- Trois pays sont actuellement engagés dans un exercice de suivi financier et partageront les documents pertinents avec le Secrétariat du Mouvement SUN pour évaluer les synergies. (scénario 2)
- Cinq pays disposent déjà des données et des tendances sur les allocations budgétaires et / ou les dépenses et partageront leurs sources et leurs résultats avec le Secrétariat du Mouvement SUN. (scénario 1)

## **Quatre processus sont au cœur de la Stratégie de Renforcement de la nutrition**

### **Processus 1 : Amener les parties prenantes dans un espace commun pour agir :**

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour regrouper les parties prenantes dans une plate-forme multi-acteurs (MSP) afin qu'elles alignent leurs activités sur les politiques et plans nationaux et prennent des décisions communes en vue d'agir. La plateforme multi-acteurs est convoquée par un organisme gouvernemental avec un mandat multisectoriel, capable de faire participer les ministères techniques et les partenaires clés de la société civile, les donateurs, le secteur privé, les agences du système des Nations unies et les universités.

### **Processus 2 : Veiller à la mise en place d'un cadre d'orientation et d'un cadre juridique cohérents**

Ce processus décrit les changements progressifs nécessaires pour créer un environnement juridique et un cadre politique propice à l'action en matière de nutrition et où la priorité est accordée à celle-ci. Un tel cadre juridique découle de l'existence de la législation relative à la nutrition. En outre, un environnement propice à la nutrition découle de l'existence de politiques, de stratégies et de plans spécifiques à la nutrition, ainsi que de politiques contribuant à la nutrition à jour dans des domaines tels que l'agriculture, l'éducation, la protection sociale, etc.

### **Processus 3 : Aligner les interventions sur un cadre commun de résultats**

Ce processus décrit l'alignement progressif des programmes sur des objectifs communs présentés dans un cadre commun de résultats (CRF), tant pour les interventions spécifiques à la nutrition que pour les programmes contribuant à la nutrition dans d'autres secteurs. Le CRF est basé sur un consensus entre le gouvernement et les partenaires non gouvernementaux (donateurs bilatéraux, Nations unies, organisations de la société civile, etc.) relatif à la contribution que chaque acteur peut apporter pour améliorer les résultats en matière de nutrition. Le CRF permet d'aligner les stratégies et les programmes existants et s'appuie sur des objectifs, des indicateurs et des moyens de vérification pertinents.

### **Processus 4 : Suivi financier et mobilisation des ressources**

Ce processus met l'accent sur les changements progressifs nécessaires pour s'assurer que les programmes sont clairement chiffrés, les lacunes sont identifiées et les ressources intérieures et extérieures sont mobilisées et suivies.